Présentation

Bernard Bosredon, Irène Tamba et Gérard Petit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/288>

DOI : 10.4000/praxematique.288

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Pagination : 5-12

ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Bernard Bosredon, Irène Tamba et Gérard Petit, « Présentation », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 36 | 2001, mis en ligne le 01 janvier 2009, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/288> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.288>

Présentation

En prenant le parti d'une approche linguistique de la dénomination nous nous exposons à deux difficultés majeures, celle d'un héritage considérable venu principalement de la philosophie, et celle d'une conception nécessairement non homogène du fait dénominatif étant donné les perspectives différentes ouvertes par les approches linguistiques contemporaines de la dénomination. Ce numéro porte la marque de cette double difficulté.

Conception non homogène du fait dénominatif d'abord. Dénommer ou donner un nom à quelque chose relève en effet de deux plans distincts mais nécessairement en relation. Il y a d'abord le plan lexical ou celui de la nomenclature qui distingue un objet en lui attribuant un nom. Ce premier lien est identitaire. On peut certes discuter, apprécier, valider, invalider ce lien en discours (*c'est une tomate si tu veux, si on veut, absolument, pas du tout*). Et pourtant, en tant que dénomination, la forme linguistique elle-même présente tous les caractères d'une nécessité absolue, de sorte que ces entités linguistiques familières, dotées d'une stabilité formelle et fonctionnelle remarquable, peuvent entraîner les locuteurs à produire des boucles énonciatives à la fois étranges et naturelles comme celle-ci par exemple : *ça s'appelle tomate parce que c'est comme ça que ça s'appelle*. En d'autres termes, une fois la dénomination « naturalisée » dans une langue, elle devient « naturelle » pour tous les usagers qui apprennent cette langue et les

dénominations sont toujours justifiées parce que précisément elles n'ont pas à l'être selon le vieux et bon principe du codage. Rappelons cette idée simple que dénommer c'est distinguer quelque chose par un nom qui lui est propre sans que cette appropriation ait à être justifiée. Vue ainsi, la dénomination apparaît comme une condition de possibilité pour toutes les opérations de prédication, de qualification, de recatégorisation, qui interviennent dans l'activité discursive. Elle constitue un pacte d'identité scellé avant toute prise en charge énonciative, assurant au discours une trame sémiotiquement homogène. Ce pacte préalable peut être mis en évidence de manière banale par des prédicats appellatifs tels que *on appelle cet outil « une pince »*. La validité intangible du statut dénommatif proprement dit apparaît, par simple comparaison avec celle, toujours discutable, du lien référentiel établi par les locuteurs. Face à des ajustements tels que *ça, c'est une tomate si tu veux, si on veut, absolument, pas du tout*, on ne peut contester l'existence même en français du nom *tomate*. Toute dénomination se donne donc comme une convention à fondement tautologique : *ça s'appelle comme ça s'appelle*. Des indices ténus mais cruciaux témoignent d'ailleurs de cette unité sémiotique de la langue, comme par exemple l'emploi de certains déterminants. Ainsi dira-t-on *c'est une pince parce que cet outil s'appelle « pince » en français*. Le locuteur peut alors porter en discours un jugement sur la catégorisation qui assure le lien sémantico-référentiel et, plus largement, une appréciation sur les prédictions impliquées par l'emploi des dénominations en discours. Certaines dénominations servent à indiquer ces attitudes verbales comme : *traiter quelqu'un de pauvre type, qualifier ce sage de philosophe, regarder son fils comme un boulanger*, etc., en négociant éventuellement dans l'interaction ces liens sémantico-référentiels. Fondée sur un pacte d'identité lexicale, sur lequel il n'y a rien à redire sinon à le répéter, comme l'on ferait d'un prédicat performatif quand il s'agit de refaire en redisant la dénomination en tant que préalable pourra être soumise à l'évaluation sémiotique des prédicats métalinguistiques (*ce fruit a pour nom tomate*). Écartelées entre langue et discours dans les analyses et les représentations que les auteurs en ont, les dénominations hésitent entre deux bornes : la borne 1 où l'on voit qu'elles n'existent pas sans un acte

préalable de baptême ; et la borne 2 où l'on constate qu'elles n'existent pas sans qu'il y ait en même temps quelqu'un qui dénomme quelque chose dans un discours ou une interaction donnés. Toute la question est de savoir s'il s'agit de la même activité dans les deux cas. Comme nous l'avons esquissé plus haut, il nous semble nécessaire de bien distinguer le fait de fixer un nom pour identifier en langue quelque chose (quelle que soit la nature de ce quelque chose) et celui d'utiliser ce nom pour identifier un référent discursif. Pour cela, nous représenterons l'acte dénominatif primitif par les schèmes métadiscursifs suivants : *ça, ça s'appelle N* ; ou *on appelle ça N en français ; j'appelle ça de son N* (borne 1). Les articles de G. Kleiber et de G. Petit côtoient cette zone. A contrario, la représentation de la borne 2 qui consiste globalement à recatégoriser un référent discursif pré-identifié par son nom peut s'exprimer par le schème discursif : *ce N est un N* (et non **ce N s'appelle un N*). De même, dans cette optique, on rangera avec les analyses de H. Constantin de Chanay et de P. Siblot, les réflexions portant sur l'opposition entre intention et signification au sens de Putnam du côté de la borne 2, borne démarcatrice de l'activité discursive faisant toute sa part aux valeurs sémantiques locales « qui reflètent le concept d'un locuteur spécifique en tant que membre d'une certaine communauté linguistique » (cf. J.-C. Anscombe). L'approche terminologique est du côté d'une institution consciente d'elle-même, d'un codage concerté (entre borne 1 et borne 2 ou ailleurs ?). Elle organise en effet des nomenclatures au moyen de matrices de dénominations aménagées de manière normative pour identifier et sauvegarder des artefacts industriels, des concepts économiques, des procédures, etc. Une dénomination se présente à certains égards comme l'abréviation d'une définition minimale qui ouvre l'accès à la compréhension et à la manipulation du signe. Lointains héritiers des tenants d'une « caractéristique universelle », on voit le bénéfice que la traduction et le traitement automatique peuvent attendre de cette mise en conformité de langue en langue, à partir d'une seule interlangue contrôlée dont les terminologies locales apparaissent comme des sortes d'adaptations vernaculaires.

La seconde difficulté majeure vient des interférences avec la philosophie, car la question de la dénomination en linguistique correspond, à certains égards, à un transfert de la problématique philosophique du

nom, du symbole et du signe. On passe ainsi de la question de la relation du signe au réel avec son cortège d'engagements théoriques qui alimentent une riche tradition philosophique (réalisme, empirisme, idéalisme, nominalisme) à celle de la relation de ces signes avec des mots, unités lexicales ou constructions discursives fonctionnant comme des dénominations complexes. Sans entrer ici dans les distinguos importants qui déclinent cette relation d'identité en désignation/appellation/ dénomination métalinguistique/dénomination ordinaire (cf. G. Kleiber), nous garderons l'idée d'un mouvement parallèle qui va, en linguistique, de l'objet dénommé à la forme lexicale tout comme dans les théories philosophiques de la connaissance le signe est relié à la chose dont il est l'objet, selon la vieille formule *aliquid stat pro aliquo*. Nous ne pouvons pas dans les limites de ce numéro prendre la mesure exacte de ce transfert. Mais nous pouvons en évaluer les conséquences perceptibles sur le terrain linguistique. On remarque ainsi que le modèle philosophique d'une relation signe/chose reste prégnant dans les analyses, renforcé notamment par les études psycho-linguistiques d'acquisition et de pathologie du langage (cf. *Langages* 76, 1984) et que l'existence des catégories grammaticales introduit par ailleurs une source de difficultés nouvelles. La question de la sémiotisation linguistique d'où devrait émerger la dénomination est un premier lieu de flottement théorique, ce qui nourrit le soupçon que les linguistes aux prises avec cette notion redécouvrent, à leur insu, un signe quasiment présaussurien. Et pourtant c'est bien dans cette différence radicale apportée par les faits de langue que doit se situer la question fondamentale de la dénomination linguistique. Contrairement aux philosophes, aveugles aux distinctions linguistiques, qui peuvent neutraliser par exemple ce qui pour un francisant oppose un verbe à l'infinitif au « même » verbe à l'imparfait ou au passé composé, les linguistes sont par métier sensibles à la matérialité des formes d'une langue. La dénomination lexicale est ainsi un signe dont le sémantisme cumule un signifié différentiel au niveau du lexique et un signifié encyclopédique au niveau des connaissances. Aux prises avec le système de la langue, les linguistes doivent donc pouvoir intégrer dans leurs analyses la dissociation entre la fonction appellative des unités et leur statut grammatical. Si les dénominations qui se sont

grammaticalisées sous la forme de substantifs apparaissent comme des parangons, elles ne doivent pas faire oublier la question du statut appellatif des formes non substantives, ni celle du passage d'une catégorie grammaticale à l'autre (nom déverbal, adjectivation...) ou encore celle des formes relationnelles sans autonomie lexicale. L'ensemble des contributions de ce numéro vise essentiellement à éclairer les aspects linguistiques de la dénomination.

Le premier article, de G. Kleiber (« Remarques sur la dénomination ») offre un aperçu synthétique des différents traitements linguistiques de la dénomination, et retrace les étapes d'une exploration commencée il y a plus de vingt ans. Un rappel en huit points donne les ancrages fondamentaux de cette réflexion continuée. L'auteur nous propose dans un deuxième temps un bilan dans lequel il dégage plusieurs résultats toujours valables à ses yeux : la dénomination articule nécessairement linguistique et extralinguistique ; elle suppose un contrat référentiel préalable spécifique ; elle assure une association référentielle durable ; elle inclut deux types de relations sémantico-référentielles quelque peu hétérogènes, celui qui concerne les noms propres d'une part, celui qui concerne les unités lexicales d'autre part. Dans la suite de son article, G. Kleiber corrige ou complète certaines réflexions antérieures, notamment en ce qui concerne le traitement des dénominations lexicales. Le « retour » de G. Kleiber (?) — qui est plutôt ici un nouveau départ — s'appuie sur une réflexion nouvelle des rapports entre la dénomination et la catégorisation, l'auteur montrant le rôle capital joué dans ce rapport par la dimension formelle de la dénomination. Le second article, de J.-C. Anscombe (« Dénomination, sens et référence dans une théorie des stéréotypes nominaux ») explore la dénomination par le biais de la stéréotypie des phrases associées aux unités lexicales. Après avoir résumé les axes principaux de la théorie de Putnam (*The meaning of « Meaning »*, 1975), J.-C. Anscombe montre comment la convocation de telle ou telle dénomination est fonction des phrases stéréotypiques associées, qui pointent en quelque sorte le lieu possible d'un sens. Il réunit dans une même approche des entités linguistiques de nature différente, des syntagmes, des connecteurs, des éléments sans autonomie lexicale, intégrant par là l'hétérogénéité des

catégories et des niveaux d'analyse dans la problématique de la dénomination.

Les deux articles suivants abordent la dénomination dans le cadre d'une réflexion sur les dictionnaires et les pratiques lexicologiques. A. Collinot (« Dénomination d'un objet social dans un discours encyclopédique. Le cas de *Famille* dans le grand dictionnaire universel du XIX^e siècle ») dégage l'ancrage idéologique et historique à partir d'une étude des articles consacrés au mot « famille » dans une situation de discours historiquement déterminée (fin XIX^e). Se référant à J. R. Searle (1995-1998) et s'appuyant sur la notion d'« acte de dénomination », il propose d'utiliser la notion de « site discursif » pour rendre compte, dans ce type de discours, de l'étrange intrication du sens et de la référence. Le statut lexicologique du mot « famille » et son statut encyclopédique forment un tout complexe dont l'auteur démêle les rapports. Il conclut à l'existence d'une « langue encyclopédique » présente dans les énoncés lexicographiques qui doivent, d'après lui, être considérés comme des réécritures après coup d'énoncés encyclopédiques. Dit autrement, pour savoir ce que signifie N, encore faut-il savoir ce qu'est un N. L'article de G. Petit (« Pour une conception lexicologique de la dénomination »), évalue dans une perspective scientifique l'impact de la dénomination sur le sens lexical et sa description, en associant réflexion lexicologique et réflexion épistémologique. En effet, selon lui, la question de la dénomination, bien que cruciale pour la détermination des U.L., n'a jamais été prise en compte par la lexicologie. Lorsqu'elle l'a été par les lexicologues, elle s'est appuyée sur une lecture naïve des travaux de G. Kleiber sans chercher à opérer les déplacements et aménagements que nécessitaient ses avancées décisives. Selon G. Petit, poser la question de la dénomination en lexicologie c'est faire éclater la notion en la pluralisant pour rendre compte du matériau lexical car toutes les U.L. dénominatives n'accomplissent pas leur fonction de manière identique, mais empruntent ce que l'auteur appelle des *chemins dénominatifs distincts*.

Deux autres articles abordent un troisième aspect moderne de la dénomination : celui du domaine terminologique, directement lié à la mondialisation des techniques et produits culturels ou marchands et à ses enjeux économiques. J. Humbley (« Quelques enjeux de la déno-

mination en terminologie »), présente d'abord une vue panoramique et un bref historique de la question. Puis il rappelle les tendances récentes de la terminologie, attentive à la création de nouvelles dénominations et à leur régulation dans ses différentes applications. Il montre également quels en sont les enjeux du point de vue de la traduction spécialisée et du traitement automatique dans le domaine de l'intelligence artificielle. Dans toutes les tentatives d'extraction automatique, la dénomination apparaît comme le seul vrai appui, ce qui confère aux formes linguistiques un rôle capital au détriment des concepts dans l'élaboration d'une terminologie textuelle. C'est la facture interne des terminologies qu'explore, de son côté, C. Boisson (« Dénomination et vision »). Il dégage dans le détail les contraintes formelles qui régissent la dénomination des artefacts à partir de la notion de « vision » sous-catégorisée en quatre types : facette, orientation d'empathie, orientation sémantique et perspective. Il propose ainsi une théorie de la néologie terminologique, que nous qualifierons de « constructiviste ». Cette néologie est consciente, renouvelable et repérable grâce à l'élaboration d'un petit nombre de patrons morphologiques réguliers, ancrés sur la perception et permettant l'accompagnement linguistique du renouvellement perpétuel qui caractérise la technologie.

Les articles de P. Siblot et Y. de Chanay abordent la dénomination sous l'angle de son fonctionnement discursif. H. Constantin de Chanay (« La dénomination : perspective discursive et interactive ») travaille aux frontières supérieures du discours et de l'interaction. Sensible au désir d'étiquetage souvent associé à l'emploi du terme dénomination, l'auteur pointe le paradoxe qui consiste à transformer au moins partiellement la langue en nomenclature quand sa nature est, précise-t-il, de ne pas en être une. À rebours, il montre comment la dénomination doit être comprise comme un acte de discours, un acte à part entière qui nécessite la mise en place dans une perspective nécessairement interlocutive, d'un cadre discursif de l'activité dénommante, seul capable de rendre compte du fonctionnement partagé de la stéréotypie, des manœuvres dénominatives dans les interactions particulières et dans des contextes spécifiques, la prise en compte enfin des facteurs temporels. Paul Siblot (« De la dénomination à la nomination. Les dynamiques de la signifiante nominale et le propre du nom ») procède

d'abord à des analyses minutieuses des notions et des termes relatifs à la problématique de la dénomination en pointant les confusions et les ambiguïtés. Il en ressort qu'il est nécessaire d'assigner à la nomination le champ du discours et à la dénomination celui de la langue, ce qui laisse entier le problème posé par le substantif, ce que P. Siblot appelle *le propre du nom*. La perspective praxématique adoptée par l'auteur permet de décrire le lien dialectique entre les deux notions. Historicisée et culturalisée en langue, toute désignation, appellation ou dénomination est foncièrement praxique. Mais en même temps, le trait spécifique de la catégorisation nominale étant l'absence de traits temporels et personnels, le substantif, en tant que parangon de la dénomination, évoque l'objet en tant que tel. Dynamique de la signifiante et propre du nom apparaissent dans ces conditions comme les deux faces nécessaires à la production dénominative.

On l'aura compris, ce numéro ne prétend pas enfermer la dénomination dans un cadre a priori quelconque. Il s'est donné comme but de recueillir plusieurs aspects parfois très différents, voire contrastés, des recherches en cours ayant tous partie liée avec cette notion. Le cap que nous avons choisi pour cette navigation à haut risque fut, comme le titre de ce numéro l'indique, celui d'une route linguistique toujours contrôlée par le souci de ce qu'on pourrait appeler, dans un acte de dénomination autorisé désormais par les réflexions qui précèdent, la *dimension langue*, dimension spécifique et polymorphe à la fois, dont on ne voit pas comment, dans cette problématique, elle pouvait être oubliée.